

# Brexit : sept députés quittent le parti travailliste

Le chaos politique qui règne à Londres ne cesse de s'amplifier à l'approche du Brexit. Ce lundi, c'est le parti travailliste qui en a fait les frais. Sept députés du Labour ont décidé de siéger désormais comme indépendants.

Lors d'une conférence de presse com-

mune, ils ont justifié leur démission pour deux raisons principales. La première est la manière dont le dirigeant de la formation, Jeremy Corbyn, gère la question du Brexit. Ils reprochent également au chef du Labour de ne pas affirmer de position claire face aux nombreuses accusations d'antisémitisme au sein de sa formation.

Ces défections ne doivent pas fondamentalement changer l'équilibre à la Chambre des communes, où la Première ministre conservatrice possède une faible majorité absolue. Mais elles affaiblissent le Parti travailliste à un moment où il essaie de profiter des difficultés de Theresa May à faire adopter par le Parlement son

plan de sortie de l'Union européenne.

Fin août, un autre député travailliste, Frank Field, avait déjà démissionné pour dénoncer la gestion par la direction du parti des accusations d'antisémitisme portées contre certains de ses membres. ■

## Sept députés travaillistes font leur Brexit

ROYAUME-UNI La gestion du parti par Jeremy Corbyn est directement pointée du doigt

► Les élus du Labour ont dénoncé la gestion du Brexit.

► Ils ont également fustigé l'antisémitisme du parti et « l'idéologie étriquée et démodée » de Jeremy Corbyn.

► Pour ces raisons, ils ont annoncé leur démission.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

39 jours de la sortie programmée du Royaume-Uni de l'Union européenne, sept députés pro-européens du parti travailliste ont présenté leur démission à Jeremy Corbyn, le leader du parti. Au cours d'une conférence de presse, les élus centristes - Chuka Ununna, Luciana Berger, Angela Smith, Mike Gapes, Ann Coffey, Chris Leslie, Gavin Shuker et Angela Smith - ont exposé les raisons de leur scission avec le Labour.

Ces sept membres de la Chambre des Communes - qui souhaitent siéger en tant que députés indépendants mais qui ont lancé leur site internet - ont dénoncé avec véhémence la gestion de l'antisémitisme par les instances dirigeantes du parti et le tournant idéologique pris par le Labour sous le leadership de Jeremy Corbyn depuis 2015.

« Cela a été une décision difficile, douloureuse mais nécessaire », a déclaré la députée de Liverpool de confession juive Luciana Berger, avant de dénoncer l'antisémitisme « institutionnel » du parti travailliste et « la culture de harcèlement, le sectarisme et l'intimidation » qui domine, selon M<sup>me</sup> Berger, au sein du Labour.

Chacun des ex-travaillistes a dénoncé à son tour et sans équivoque la marque imprégnée par Jeremy Cor-

byn, élu en 2015 et réélu en 2016, et par ses alliés - une « idéologie étriquée et démodée », dit le député de Nottingham East, Chris Leslie.

« La direction actuelle a réussi à rendre le parti méconnaissable » a déploré Ann Coffey, l'élu de Stockport, dans la banlieue de Manchester. « Un gouvernement dirigé par Jeremy Corbyn menacerait la sécurité nationale et les alliances internationales », a même ajouté Mike Gapes, représentant depuis 1992 d'Ilford South, une circonscription londonienne.

La démission de ces députés des rangs du Labour n'est pas surprenante. Elle intervient, notamment, au terme d'une année marquée par des tensions très vives entre les dénonciateurs de la montée de l'antisémitisme au sein du parti et une direction dubitative, voire complaisante, à l'égard du phénomène.

Cette rupture tonitruante émane aussi du refus de Jeremy Corbyn de prendre position en faveur d'un second plébiscite sur le Brexit, en dépit d'une motion adoptée le 24 septembre

dernier par les travaillistes lors de leur congrès annuel. Le 7 février dernier, lorsqu'il a posé ses conditions à Theresa

May pour lui apporter son soutien au sujet de l'accord sur le Brexit, le chef de file de l'opposition n'a fait aucune mention du second référendum, alors même que la grande majorité des militants travaillistes réclament ce nouveau scrutin.

La démission des sept élus a été mal accueillie par une vaste majorité de députés travaillistes, y compris les plus pro-européens d'entre eux. « Je continue à penser que le parti travailliste est le plus puissant véhicule d'un changement (social) libéral dans ce pays », a réagi le député londonien David

Lammy, avant de concéder : « Nous avons été trop lents à nous attaquer à

l'antisémitisme dans notre parti. Nous avons échoué à nous opposer au Brexit ».

Jeremy Corbyn, le chef de file du Labour, directement mis en cause par les députés démissionnaires, a reproché, entre les lignes, aux sécessionnistes d'embarquer dans une entreprise individuelle au lieu de soutenir « des mesures politiques qui ont inspiré des millions (d'électeurs) » lors des élections législatives du 7 juin 2017.

John McDonnell, le bras droit de Jeremy Corbyn, a appelé, lui, les sept ex-travaillistes à se soumettre de nouveau au verdict des urnes en tant que candidats indépendants. ■

AMANDINE ALEXANDRE

### SORTIE

#### Juncker n'exclut pas un report du Brexit

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est prévue pour le 29 mars mais le Royaume-Uni a la possibilité de demander un report ce que n'exclut pas le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Dans une interview avec le quotidien allemand Stuttgart Zeitung, il a expliqué que toute décision visant à demander davantage de temps relève du Royaume-Uni : « Si une telle requête était formulée, nul en Europe ne s'y opposerait. »

Ce report ne saurait excéder début juillet et la première session du parlement européen nouvellement élu. Les Britanniques n'y seront plus représentés. (b)